



Salariés handicapés

Abaissement de l'âge de la retraite

En application de l'accord du 13 novembre 2003, les partenaires sociaux ont adapté aux régimes Agirc et Arrco le dispositif permettant aux assurés handicapés d'obtenir la retraite au taux plein à partir de 60 ans.

Le cadre légal

C'est l'article 24 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites qui insère dans le code de la sécurité sociale un article L. 351-1-3 qui abaisse l'âge de la retraite pour les assurés handicapés.

Les conditions d'application de cet article ont été définies par le décret n° 2004-232 du 17 mars 2004.

En substance, le droit à retraite à taux plein pour les salariés handicapés est soumis à trois conditions cumulatives :

- une durée totale d'assurance,
- une durée cotisée,
- un taux d'incapacité de 80 % reconnu tout au long de ces durées.

L'âge de départ anticipé est fonction de la durée d'assurance et de la durée cotisée pendant lesquelles les intéressés sont atteints d'incapacité permanente :

- pour un départ à 55 ans, les assurés doivent justifier d'une durée d'assurance au moins égale à 120 trimestres (30 ans) et d'une durée cotisée au moins égale à 100 trimestres (25 ans) ;
- pour un départ à 56 ans, la durée d'assurance doit être au moins égale à 110 trimestres (27,5 ans) et la durée cotisée au moins égale à 90 trimestres (22,5 ans) ;
- pour un départ à 57 ans, la durée d'assurance doit être au moins

égale à 100 trimestres (25 ans) et la durée cotisée au moins égale à 80 trimestres (20 ans) ;

- pour un départ à 58 ans, la durée d'assurance doit être au moins égale à 90 trimestres (22,5 ans) et la durée cotisée au moins égale à 70 trimestres (17,5 ans) ;
- pour un départ à 59 ans, la durée d'assurance doit être au moins égale à 80 trimestres (20 ans) et la durée cotisée au moins égale à 60 trimestres (15 ans).

Ces dispositions sont applicables aux pensions de sécurité sociale prenant effet à compter du 1^{er} juillet 2004.

Les droits à retraite complémentaire

Pour les retraites complémentaires Agirc et Arrco, la liquidation sans abattement des allocations au profit des assurés handicapés est subordonnée à la liquidation de la pension vieillesse au taux plein en application des articles L. 351-1-3 du code de la sécurité sociale ou L. 742-3 du code rural.

Il n'appartient pas aux institutions Agirc et Arrco ni aux Cicas de déterminer si les trois conditions cumulatives sont réunies ; seuls les régimes de base sont compétents pour délivrer un document intitulé « Votre situation vis-à-vis de la retraite avant 60 ans des assurés

handicapés – Droit ouvert » que les personnes concernées auront à délivrer à leur caisse de retraite complémentaire le moment voulu.

Dans un premier temps, ces personnes n'auront pas à effectuer de démarche auprès de leurs institutions de retraite ou des Cicas. En effet, la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav) informera l'Agirc et l'Arrco des demandes recevables au titre de ce dispositif. Il appartiendra alors soit aux institutions soit aux Cicas de prendre contact directement avec les personnes pour les inviter à compléter le formulaire de demande de retraite au titre des régimes Arrco et Agirc.

Le financement de la mesure

Comme pour la « retraite à 60 ans » ou plus récemment pour les « carrières longues » qui permettent le départ à la retraite sans abattement avant 65 ans, c'est l'AGFF* qui financera le surcoût de la retraite entre 55 et 65 ans des assurés handicapés.

À titre indicatif, figure au verso de la présente fiche pratique la liste des documents attestant le taux d'incapacité permanente de 80 % défini à l'article D 351-1-6 du code de la sécurité sociale. ■

Nadine Louchart

*Association pour la gestion du fonds de financement de l'Agirc et de l'Arrco.



Justificatifs du taux d'incapacité permanente de 80 %

Document	Émetteur
Carte d'invalidité ou décision d'attribution de la carte d'invalidité	<ul style="list-style-type: none"> • Cotorep • Commission départementale d'éducation spéciale • Commission d'admission à l'aide sociale
Décision d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés	<ul style="list-style-type: none"> • Cotorep
Décision d'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce personne	<ul style="list-style-type: none"> • Cotorep • Président du conseil général
Décision d'attribution de la carte de stationnement pour personnes handicapées aux titulaires de la carte d'invalidité	<ul style="list-style-type: none"> • Préfet
Décision d'attribution du macaron « grand invalide civil » aux titulaires de la carte d'invalidité	<ul style="list-style-type: none"> • Préfet
Décision d'attribution de l'allocation aux handicapés adultes	<ul style="list-style-type: none"> • Commission départementale d'orientation des infirmes • Services et organismes débiteurs des prestations familiales
Décision d'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité	<ul style="list-style-type: none"> • Préfet • Commission d'admission à l'aide sociale (à titre préalable)
Décision d'attribution de l'allocation mensuelle d'aide sociale aux grands infirmes	<ul style="list-style-type: none"> • Commission d'admission à l'aide sociale
Décision d'attribution de l'allocation de compensation aux grands infirmes	<ul style="list-style-type: none"> • Commission d'admission à l'aide sociale
Décision de refus d'attribution des allocations ou cartes susvisées	<ul style="list-style-type: none"> • Juridiction (1ère instance, appel ou cassation)
Décision de refus d'attribution des allocations ou cartes susvisées mais attestant du taux d'incapacité permanente d'au moins 80 %	<ul style="list-style-type: none"> • Organismes et autorités susmentionnés • Juridiction (1ère instance, appel ou cassation)

